

Jouécabois : le concurrent de Kapla est breton

« Nos emplettes sont nos emplois. » Ce slogan résonne comme une mélodie entêtante dans les oreilles de Christophe Fresnais. À Saint-Sauveur-des-Landes, près de Fougères (Ille-et-Vilaine), le fondateur de Jouécabois (« Mécabois » en grande distribution) a décidé de jouer la carte locale, sociale et environnementale. L'entreprise est devenue en cinq ans l'un des leaders français des jeux de construction en bois.

« Je n'avais pas trouvé beaucoup de jouets éducatifs et pédagogiques pour mes enfants », explique ce papa de trois enfants. Il décide de décliner en version bretonne, les Kapla, célèbres planchettes de bois. Un jeu de construction créé dans l'Aveyron, en 1986, par un Néerlandais qui n'a pas déposé de brevet.

Chez Jouécabois, la matière première est issue de forêts gérées durablement. Et le baril moins cher que l'original : environ 30 €, contre près de 50 € pour Kapla.

Une exigence sociale

Depuis 2007, Jouécabois essaime dans toute la France, mais aussi en Belgique, au Portugal, en Suisse ou en Angleterre. La marque s'est même retrouvée sous le sapin de l'Élysée en 2012. Un bon coup de pub. Puis « pendant trois ans, nous avons été distribués par Oxybul (magasins d'éveil et jeux). On a également créé un livre vendu à 14 000 exemplaires. » Un ouvrage décliné pour l'école primaire pour réviser les maths, les lettres, la géométrie...

« Le fait de s'implanter dans les écoles est une des raisons du suc-



La scierie Grouazel de Saint-Sauveur-des-Landes où sont fabriqués les planchettes Mécabois et Jouécabois.



Photos : Marc Ollivier

« C'est interactif, made in France, écolo, à un prix accessible. » Jouécabois, c'est aujourd'hui 60 000 produits vendus par an (800 000 € de chiffre d'affaires) et une croissance annuelle de l'ordre de 20 %. Outre ses planchettes, l'entreprise réalise des quilles finlandaises et des planches à palet.

Pour ce qui est de la fabrication, les pins, issus de forêts bretonnes, ligériennes ou normandes sont usinés

et découpés à la scierie Grouazel de Saint-Sauveur-des-Landes.

Le tri et le conditionnement sont confiés à des établissements et services d'aide par le travail (Esat), qui emploient une vingtaine de personnes souffrant de handicap mental, à Fougères, Betton, Cesson (Ille-et-Vilaine) ou Pontmain (Mayenne).

« Nous adhérons à ce qu'on appelle la responsabilité sociale des entreprises, confie Christophe Fres-

nais. Il faut faire participer tout le monde à la société. »

L'entreprise n'y gagne pas forcément en coût de production, mais la régularité est au rendez-vous. « Depuis 2007, nous n'avons eu qu'un seul rappel produit, et c'était un baril qui n'avait pas été conditionné dans un Esat ».

Antoine VICTOT.